

Intitulé de l'épreuve :

Anglais (Traduction)

Nombre de copies :

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Comment la Grèce est devenue l'improbable  
élève modèle de l'Europe.

Tout que ses finances publiques sont bien en ordre,  
personne ne se préoccupe de ce qu'elle peut faire d'autre.

The Economist - édition du 22 mai 2021.

Bruxelles peut être un endroit empli d'attitudes  
paternalistes. Dans l'Union européenne, les premiers  
ministres sont parfois traités comme des écoliers. L'une  
des expressions favorites de fonctionnaires à la mine sévère  
est de déclarer que les gouvernements nationaux doivent  
"faire leurs devoirs". Si Bruxelles est une salle de classe,  
alors la Grèce est devenue un improbable favori. Sa gestion  
de la pandémie a été louée. Son programme de  
dépenses pour sa part du fonds commun de reprise de  
750 milliards d'euros (915 milliards de dollars), qui s'élève  
à 31 milliards d'euros, a reçu les félicitations du jury de  
fonctionnaires de l'Union européenne. Des idées avancées  
par la Grèce telles la mise en place d'un certificat commun  
pour la Covid-19 ont repris au niveau européen. Une  
décennie après que la Grèce était forcée de suivre des cours  
de rattrapage, supportant trois programmes d'assistance  
budgétaire et un effondrement économique, il  
s'agit d'une évolution majeure. Syriza, le parti

N°

... / ...

d'extrême-gauche qui dirigeait le pays entre 2015 et 2019, était le rebelle de la classe. À l'inverse, le gouvernement de Kyriakos Mitsotakis, premier ministre de cette droite rompue à arrondir les angles, au pouvoir depuis 2019, est l'élève préféré du professeur.

Le changement de réputation est en partie imputable à une question d'orientation politique. Syriza se présentait comme un opposant à l'ordre établi actuellement dans l'Union européenne, et espérait transformer le club de l'interveneur.

Monsieur Mitsotakis se colle en revanche facilement dans le moule du monde technocratique de la politique européenne. Ancien consultant en gestion, il parle anglais, français, allemand et danois, dialecte pratiqué par des femmes d'âge mûr en après-ski lors de conférences à haute altitude. Son uniforme d'écolier lui sied comme un gant. Le parti "Nouvelle Démocratie" a remporté les élections en 2019 sur un programme qui visait explicitement à transformer la Grèce. Implicitement, sa tâche était de rendre la politique grecque ennuyeuse et de faire de la Grèce un pays européen normal.

Le parti a remporté plusieurs succès. Après une décennie marquée par des programmes d'assistance budgétaire et <sup>après</sup> avoir presque quitté la zone euro (ou en avoir presque été expulsée), la Grèce avait rendu de l'ordre dans ses finances publiques bien avant que ne frappe la Covid-19. Les taux d'intérêt sur les obligations grecques sont faibles et ce à un <sup>niveau</sup> quasi record, alors que la Banque centrale européenne n'est plus hésitante à acheter de la dette grecque. Son plan de dépenses de 31 milliards d'euros au sein du fonds commun européen a été traversé avec un rapport d'audit

long de 1400 pages, plus long que la totalité du plan de certains pays (des années de cours reçus des mains <sup>des</sup> fonctionnaires de la commission ont appris à la bureaucratie grecque ce qui satisfait ceux qui retiennent les devoirs). Alors que des pays comme la Finlande ont connu des débuts houleux lors de l'étape de ratification du plan national, celui de la Grèce a été validé en son entier par le parlement.

Les conditions de vie terribles des migrants coincés sur les îles grecques doivent être une tache sur le bilan du gouvernement, tout comme des échecs de "renvois" lorsque des demandeurs d'asile sont illégalement contraints de retourner dans le territoire d'où ils viennent. La salle des professeurs à Bruxelles semble cependant satisfaite. Dans l'esprit des hommes politiques européens, les règles sur les renvois ont pour but d'empêcher les réfugiés d'être mitraillés par des garde-frontières, et non d'empêcher des courants pneumatiques d'être remarqués vers la voie unique dont ils viennent. La même logique brutale veut que les conditions de vie misérables sur les îles grecques désincitent d'autres migrants d'y venir.



Intitulé de l'épreuve : Anglais (composition)

Nombre de copies : \_\_\_\_\_

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Henry Kissinger, former United States Secretary of State, stated in an interview in 2019 that China and the United States were "in the foothills" of a new Cold war, as the Trump administration had launched an onslaught on Chinese companies with the use of tariffs and export controls. The term refers to the confrontation of two ideologically opposed blocks between 1947 and 1991, led respectively by the United States and the USSR. As the Biden administration has kept a hardline approach to most China-related issues, the notion of the comparison between today's emerging confrontation and the 20<sup>th</sup> century's Cold War endures.

Does the term "cold war" aptly describe the intensifying rivalry between China and the United States?

If elements of a new bipolar world are emerging (I), limits to the ideological aspect of a confrontation that so far does not include the whole world render a comparison with the 20<sup>th</sup> century hardly applicable (II).

\*

A new form of bipolarity is emerging, defined by a competition between two prominent powers in every domain (I).

N°  
... / ...

The rivalry between two countries that see the other as the main threat to their security can be compared to the confrontation between the United States and the USSR. President Xi Jinping stated in early 2021 that the main threat to China's future development was the United States. Likewise, according to Rush Doshi, a director responsible for China at the United States National Security Council, who explained his thesis in his book The Long Game, China is intent on replacing the United States as the world's preeminent power.

The nature of the competition, which takes place in all fields, is also a reminder of the original Cold War. The confrontation between China and the United States is having implications in every domain, ideological, military, technological and economic. President Biden's call to "rally the world's democracies" before the G7 meeting at Carls Bay is a testament to the ideological nature of the competition, framed in the United States as a fight between democracies and autocracies. The competition in space, as both sides have announced crewed missions to Mars, can be compared to the Cold War's race to the moon.

The comparison with the Cold War appears not fully valid as there are limits to the ideological aspect of today's rivalry and as a globalized world appears unlikely to split in two sides (II).

If China appears intent on requiring what it considers its rightful place in the world order, it has no intention to replicate its own political system in other countries, let alone in western democracies. This marks a departure from the original Cold War, as the USSR had the ambition and to some extent the means to foment

Communist revolutions abroad.

Furthermore, today's world is integrated both in economic and financial terms, and China is a key part of the world's supply chains. The consequence of this is that other regional powers are unlikely to explicitly choose a side and cut ties with the other. Germany's choice to send a frigate in the South China sea while avoiding cruising in waters claimed by China is an example of a country that wishes to preserve crucial economic ties with China.

\*

To conclude, if the rivalry between the United States and China is reminiscent of the Cold War, this term does not appear, as yet, well suited to describe a competition taking place within the framework of a globalized world.

≈ 504 words.

